



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE
DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(FAD – FND)**

Prêt : FAD/N°F/SEN/LUT-PAU/99/22 du 19/08/99
FND/N°286 du 25/05/99

Programme détaillé BAD - 20/05/2005

**PROGRAMME DE TRAVAIL
AVEC LA MISSION DE SUPERVISION DE LA BAD
VENDREDI 20 MAI 2005**

- **Revue des recommandations de :**
 - la dernière mission de supervision du mois de Juin 2004
 - de la mission du BGP à Tunis en Janvier 2005
- **Etat d'avancement par composante :**
 - Etat de mise en œuvre de la composante
 - Contraintes
 - Recommandations
 - Perspectives d'ici fin décembre 2005

Les composantes du PLCP :

1. Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires
2. Microfinance et Appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR)
3. Infrastructures, Equipements et Hydraulique (IEH)
4. Gestion

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AIDE MEMOIRE DE LA MISSION DE SUPERVISION
DU PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

(du 15 au 24 mai 2005)

INTRODUCTION

1. Une mission de la Banque africaine de développement composée de Monsieur Ibrahim SANOGO, Expert en Santé, Chef de mission et Madame Hend Mrabet, Architecte, a séjourné au Sénégal en vue de superviser le projet de Lutte Contre la Pauvreté, conjointement à la supervision des projets Santé I et II.
2. Durant son séjour, la mission a rencontré Sur la base d'un programme élaboré avec les responsables de la partie nationale, la mission a eu des séances de travail avec l'équipe du projet, les partenaires impliqués dans l'exécution du projet et a visité des infrastructures socio communautaires dans la communauté rurale de Keur Samba Kane. La liste des personnes rencontrées figure en **annexe 1**.
3. Au terme de son séjour, la mission a tenu avec les responsables du Ministère de l'Economie et des Finances et des projets supervisés une réunion de synthèse au cours de laquelle les résultats obtenus ont été discutés. Le présent aide-mémoire résume les points qui ont fait l'objet d'échanges entre les membres de la mission et la partie gouvernementale et présente les conclusions et recommandations auxquelles les deux parties sont parvenues. Il a été rédigé et signé avec la partie sénégalaise, sous réserve de l'approbation des résultats par la Direction de la Banque.
4. La mission adresse ses sincères remerciements aux autorités sénégalaises, aux responsables et à l'équipe du projet et à l'ensemble des personnes rencontrées pour l'accueil et les dispositions prises pour le bon déroulement du travail.

OBJECTIFS ET DESCRIPTION DU PROJET

5. L'objectif général du projet est de contribuer à réduire la pauvreté au Sénégal. Les objectifs spécifiques sont : (i) élever le niveau éducatif, les compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto-promotion des groupes cibles ; (ii) accroître leurs capacités de générations de revenus ; et (iii) favoriser l'accès aux services de base. Le projet, prévu pour une durée de cinq ans, comprend quatre composantes :

Composante I	:	Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires
Composante II	:	Microfinance et appui aux activités génératrices de revenus
Composante III	:	Infrastructures, Equipements et Hydraulique villageoise
Composante IV	:	Gestion du Projet.

6. Les données de base du Projet sont les suivantes :

•	Date d'approbation	:	30/06/1999
•	Date de signature	:	19/08/1999
•	Date de mise en vigueur	:	15/02/2001
•	Date du dernier décaissement	:	31/12/2004 prorogée au 31/12/2005

• Coût total du Projet	:	18,60 millions d'UC
• Prêt FAD	:	10,00 millions d'UC
• Don FAT	:	1,75 millions d'UC
• Gouvernement	:	1,85 millions d'UC
Autre source de financement		
• Prêt FND	:	5,00 millions d'UC
• Organe d'exécution	:	Bureau de Gestion du Projet (BGP), Ministère de la Famille, du Développement social et de la Solidarité Nationale BP 17 245 Dakar Tél : 221 869 10 87 / 869 10 91 Fax : 221 869 10 88

7. Le Projet est financé conjointement par le FAD, le FAT, le Fonds Nordique de Développement (FND) et le Gouvernement comme indiqué dans le tableau suivant :

Coûts du projet par source de financement et par catégorie (en millions d'UC)

Catégories	FAD	FAT	FND	GOVT	TOTAL
BIENS :					
- Equipements/mobilier/fourniture	2,42	0,00	2,36	0,00	4,78
TRAVAUX :					
- Construction/réhabilitation	1,72	0,00	2,04	0,09	3,85
SERVICES :					
- Etudes et supervision	0,15	0,00	0,29	0,00	0,44
- Services de spécialistes	0,83	0,60	0,12	0,00	1,55
- Formation	2,15	1,09	0,09	0,00	3,34
- Audit	0,00	0,06	0,00	0,00	0,06
DIVERS :					
- Fonds de crédit	1,75	0,00	0,00	1,76	3,50
FONCTIONNEMENT :					
- Fonctionnement	0,98	0,00	0,10	0,00	1,08
TOTAL	10,00	1,75	5,00	1,85	18,60%
POURCENTAGE	54%	9%	27%	10%	100%

ANALYSE DE L'EXECUTION DU PROJET

Résumé de l'exécution physique du projet

8. Le taux d'exécution global du projet, au 24 mai 2005, est d'environ 88% réparti par composante et catégorie de dépenses dans les tableaux suivants.

Taux d'exécution physique par composante

Composantes	Taux d'exécution mission précédente	Taux d'exécution supervision actuelle
Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires (24,4%)	70%	93%
Micro finance et appui aux activités génératrices de revenus (22,6%)	71%	89%
Infrastructures, Equipements et hydraulique villageoise (43,3%)	59%	85%

Gestion du projet (9,7%)	75%	95%
TOTAL POURCENTAGE (100%)	66%	88%

Taux d'exécution physique par catégorie

<u>Catégories</u>	<u>Taux d'exécution mission précédente</u>	<u>Taux d'exécution supervision actuelle</u>
BIENS :		
- Equipements/mobilier/fourniture (25,7%)	20%	
TRAVAUX :		
- Construction/réhabilitation (20,7%)	33%	
SERVICES (29%) :	20%	
- Etudes et supervision (2,4%)	28%	
- Services de spécialistes (8,3%)	49%	
- Formation (18%)	75%	
- Audit (0,3%)	50%	
DIVERS :		
- Fonds de crédit (18,8%)	30%	
FONCTIONNEMENT :		
- Fonctionnement (5,8%)	39%	
TOTAL POURCENTAGE (100%)	66%	

Conditions de l'accord de prêt et de don

9. Toutes les cinq autres conditions de l'accord de prêt et du don ont été réalisées, à l'exception de la dernière condition relative au versement annuel, au plus tard le 31 mars, de la contrepartie nationale, qui s'exécute chaque année. Les contreparties des années 2001, 2002, 2003 et 2004 ont été décaissées avec des retards. Pour l'année 2004, les allocations de 70 000 000 FCFA (fonctionnement), et de 132 millions FCFA (fonds de crédit) ont été virées sur les comptes du projet ouverts au Trésor et à la CNCA les 3 mars et 27 avril 2004. Pour l'année 2005, la première allocation pour le fonctionnement d'un montant de 35 millions a été viré le 3 mars 2005. La décision de versement du fonds de crédit pour un montant de 175.350.000 FCFA introduite le 9 février est en instance de traitement.

Etat d'avancement du projet par composante

10. L'état de réalisation physique des activités du projet est présenté par composante dans les paragraphes qui suivent.

Composante I : Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires

11. Au titre de cette composante, le projet finance des activités permettant de renforcer les capacités des populations bénéficiaires et des partenaires institutionnels et d'exécution. Ces activités sont réparties en deux sous composantes : (i) activités de sensibilisation, alphabétisation et IEC ; (ii) renforcement des capacités des partenaires.

Sous composante Sensibilisation, Alphabétisation fonctionnelle et IEC

Volet Sensibilisation et IEC

12. *SERVICES - Services de spécialistes* : Le cabinet OFBD MARKETING, maître d'ouvrage délégué du volet sensibilisation et IEC, a recruté et formé 140 relais en intermédiation

sociale en vue de réaliser les activités de sensibilisation/IEC. Suite à leur évaluation interne intervenue début 2004, 126 relais ont été retenus, recyclés en mai 2004 et redéployés dans leurs communautés d'intervention respectives. Les activités se sont poursuivies de juillet à décembre 2004 avec comme supports les boîtes à images portant sur les rôles et responsabilités des comités de gestion et sur les thèmes de santé.

13. *BIENS - Equipements, mobilier et fournitures* : Le cabinet OFBD MARKETING a réalisé les activités suivantes :

14. Pour la communication institutionnelle , 2000 plaquettes et 450 agendas sur l'état d'avancement du projet et les réalisations en cours ont été édités et diffusés auprès des institutions nationales et internationales, les partenaires d'exécution et institutionnels et les bénéficiaires.

15. Au niveau de la mobilisation sociale, 11650 affiches thématiques ont été édités sur 7 thèmes que sont le schéma de financement, l'emprunt et le remboursement des crédits, l'assiduité dans les classes, la gestion des points d'eau, la gestion des équipements de post récolte, la gestion des infrastructures communautaires, le fonctionnement des comités de quartier ou villageois).

16. 610 boîtes à images avec les slogans traduits dans les 6 langues nationales, ont été produits et remis aux relais comme supports de la deuxième phase de sensibilisation des bénéficiaires sur les rôles et responsabilités des comités de gestion des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC), des classes, des points d'eau, des équipements de post récolte, des infrastructures communautaires, et sur les thèmes de santé tels que le paludisme, l'excision, la santé maternelle et infantile, la prévention du SIDA.

17. L'exposition itinérante a été réalisée et est constituée d'images photographiques reflétant toute la genèse de la mise en œuvre du projet, de la phase de mise en place des mécanismes à la phase actuelle de réalisations des activités.

18. Deux reportages télévisés ont été réalisés sur le voyage d'études du conseil d'administration de la BAD à Dakar et de la visite par cette dernière des réalisations du projet à Dalifort département de Pikine le 27 janvier 2004 et sur la visite des réalisations du projet à sangalkam, Malika, Wakhinane-Nimzatt par le Sous Secrétaire d'Etat américain au Trésor le 20 mars 2004. Deux publi-reportages télévisuels sur les réalisations du projet ont été effectués par la suite sur ces deux visites respectives et un autre publi-reportage en langues nationales « reeni koom-koom » (les racines de l'économie). Le cabinet a produit et diffusé des sketches radios en langues nationales sur les activités telles que le crédit, les infrastructures, l'alphabétisation.

19. Des activités de mobilisation sociale des bénéficiaires ont été menées en deux phases par les 140 relais en intermédiation sociale dans les 600 communautés de base sur les thèmes tels que la participation active au programme d'alphabétisation, la gestion et le remboursement des financements, la bonne gestion des infrastructures et ouvrages communautaires pour une pérennisation des investissements du projet avec comme supports les affiches sur les dits thèmes. Ces relais en intermédiation sociale sont composés de monitrices rurales, d'assistantes villageoises, de communicateurs traditionnels etc. L'évaluation interne de la première phase de sensibilisation a été réalisée par le cabinet OFBD. Ainsi 82 428 personnes ont été sensibilisées dont 38 429 hommes et 44 399 femmes sur les différents thèmes.

Après

sur un 36000 individuels

PNUD. Suite à la rencontre avec le Coordonnateur de la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets et Programmes de Lutte Contre la Pauvreté et son équipe, il a été retenu de tenir une réunion semestrielle avec les différents projets afin de créer une synergie et une complémentarité des actions. Avant la dite réunion, le point sera fait sur les interventions du PLCP et l'AFDS dans les communautés de base ciblées en vue de corriger, s'il y a lieu, les interventions simultanées dans une même communauté.

68. La cellule a initié des études comparatives sur les stratégies des 3 projets et une collecte des informations pour renseigner le système d'informations sur la lutte contre la pauvreté. Ces travaux sont en cours de réalisation.

APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DE LA DERNIERE MISSION DE SUPERVISION

69. L'état de mise en œuvre des recommandations faites par la mission de Juin 2004 est détaillé comme suit :

- i) *Réflexion à mener avec le Ministère de l'Education pour la prise en charge de la rémunération des moniteurs préscolaires des cases des Tout-petits réalisés par le Projet : L'atelier organisé du 20 au 22 octobre 2004 avec l'agence nationale de la case des tout-petits a permis de réfléchir sur le mode d'organisation et de fonctionnement des cases des tout-petits et sur la prise en charge de la rémunération des moniteurs préscolaires. Il a été retenu que leur prise en charge était pour l'heure du ressort des populations.*
- ii) *Transmission à la Banque du rapport de l'atelier prévu en juillet 2004, dans le cadre de la coordination des projets de lutte contre la pauvreté : L'atelier ne s'est pas tenu mais des initiatives ont été prises, dans le courant de l'année 2005, par la Cellule de coordination du ministère de tutelle pour mener des études comparatives sur les stratégies sectorielles des projets de lutte contre la pauvreté du département. Ainsi, des consultants ont été commis pour les volets alphabétisation, microfinance et pour le suivi des investissements dans les zones d'intervention. Les rapports produits à cet effet seront transmis à la Banque dès réception.*
- iii) *Introduction d'une requête de prorogation de la date limite de dernier décaissement du prêt et du don, au courant du dernier trimestre 2004 : Par lettre datée du 14 décembre 2004, le Gouvernement soumettait cette requête de prorogation au 31 décembre 2004 approuvée par fax en date du 14 janvier 2005.*
- iv) *Mise en place, au plus tard fin juillet 2004, de tous les comités de gestion des infrastructures et des équipements : A cette date, tous les comités de gestion des infrastructures et des équipements ont été mis en place.*
- v) *Renforcement des activités de formations des comités villageois et de gestion des infrastructures : La formation des 378 comités de gestion est déjà planifiée et budgétisée. Une requête a déjà été soumise à la Banque depuis le 5 septembre 2004, pour autoriser le Projet à confier ces sessions aux agents des C.E.R.P. Les manuels de formation ont déjà été confectionnés et les sessions pourraient démarrer dès que la Banque aura donné son avis de non objection. La même requête concerne la formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) à confier aux Infirmiers chefs de poste du*

Renforcement
des capacités
des communautés
rurales et des agents
des PLCP.

Propriétés des cases
des ateliers de gestion et de suivi sur des meilleures pratiques
des rapports produits à cet effet seront transmis à la Banque dès réception
les ateliers de gestion et de suivi ont été organisés avec l'agence nationale de la case des tout-petits

Ministère de la Santé et celle destinée aux animateurs polyvalents des cases des tout petits aux Personnels de l'Agence nationale de la Case des tout-petits.

- vi) *Elaboration, au plus tard mi-juillet 2004, d'un planning de supervision pour le BGP et les URG, et tenue des réunions de coordination au niveau régional avec tous les partenaires du projet* : Les réunions de coordination régionales se tiennent tous les 3 mois avec les partenaires du projet et l'URG. Une supervision des activités a été faite par le BGP du 9 au 30 août 2004 pour les régions de Tamba, Kolda, Thiès et Dakar et du 8 au 12 mars 2005 pour la région de Diourbel. Cette mission sanctionnée par un rapport général a vu la participation de tous les partenaires institutionnels et d'exécution. Des missions pour le suivi des activités par composante ont été planifiées pour les mois de mai à juin 2005.
- vii) *Recrutement des ONG pour l'encadrement technique des bénéficiaires de la région de Tambacounda et Kolda* : Pour la région de Kolda, l'ONG Action Plus a finalement repris ses actions d'encadrement technique des populations depuis le mois de décembre 2004. Quant aux départements de Bakel et Tamba qui souffrent d'un manque notoire d'encadrement technique, par courrier daté du 12 janvier 2005 soumis à la Banque, le Projet a proposé le recrutement de l'ONG ANMFR.
- viii) *Transmission à la Banque, au plus tard mi-juillet 2004, des commentaires et recommandations sur le rapport de la Cellule AT/CPEC* : ces documents ont été soumis à la banque dans le courant du mois d'octobre 2004.
- ix) *Le remboursement des frais d'hôtel (restauration et hébergement) lors des missions de terrain ou l'application du taux en vigueur est laissé à l'appréciation de l'agent.*

L'état de mise en œuvre des recommandations faites lors de la mission du BGP au siège de relocalisation de la Banque du 8 au 15 janvier 2005 se présente comme suit :

- x) *L'application des dispositions de la convention signée avec PAMECAS, en vue de la résiliation du partenariat, au plus tard le 21 février 2005* : la résiliation avec PAMECAS a été faite le 17 janvier 2005 et la proposition de réaffectation des 60 communautés de base précédemment encadrées par PAMECAS à d'autres SFD sélectionnées, a été transmise à la Banque depuis le 15 février 2005
- xi) *La soumission à la Banque, pour avis, d'un projet de termes de référence pour l'étude relative à la pérennisation du dispositif de financement, au plus tard le 21 février 2005* : Les termes de référence de cette étude accompagnés du dossier de consultation ont été soumis à la Banque le 11 avril 2005.
- xii) *La transmission de la liste restreinte en vue de la relance pour une consultation à l'échelon national du sous-lot d'équipements pédagogiques non produit par la société NATHAN, au plus tard le 20 janvier 2005* : Dossier transmis à cette date et resté sans réponse à ce jour.
- xiii) *Le reversement par le Projet à la Banque du reliquat viré par IAPSO, au plus tard le 15 mars 2005* : reversement non encore effectué par le Projet.
- xiv) *La transmission des preuves de paiement, pour régularisation dans le système de la Banque, des règlements effectués, sur compte spécial au profit de SAFEFOD,*

CICE et SISMAR, au plus tard le 20 janvier 2005 : Transmission faite le 24 janvier 2005.

- xv) *La transmission des pièces justificatives relatives au crédit octroyé par les SFD : PAMECAS, CMS et ACEP, au plus tard le 20 février 2005 : transmission à la Banque faite le 11 avril 2005.*
- xvi) *La transmission de la situation des fonds exactement reçus par le Projet, à la suite des demandes de renouvellement du compte spécial, au plus tard le 20 janvier 2005 : Transmission à la Banque faite le 24 janvier 2005.*

PRINCIPAUX PROBLEMES RENCONTRES DANS L'EXECUTION DU PROJET

70. Les principaux problèmes discutés durant la mission et qui pourraient entraver l'atteinte des objectifs du projet sont présentés ci-après :

- i) Le retard accusé par la Banque dans le traitement des dossiers soumis par le Projet. Le tableau suivant résume ces dossiers :

Situation des dossiers en instance à la BAD :

<u>Date de transmission</u>	<u>Nature du dossier</u>	<u>Réponse de la BAD</u>	<u>Observations</u>
2 février 2005	Avenant au contrat de la SAFEFOD pour la poursuite du programme d'alphabétisation fonctionnelle		Le budget de l'avenant est inscrit dans la liste des biens et services révisée et déjà approuvée par la BAD
12 janvier 2005	Recrutement de l'ONG ANMFR pour l'encadrement des populations des départements de Bakel et Tamba		
15 février 2005	Répartition de 60 communautés de base précédemment encadrées par PAMECAS		
11 avril 2005	Demande de décaissement du fonds de crédit		
11 avril 2005	Dossier de consultation en vue du recrutement d'un consultant pour l'étude relative à la pérennisation du mécanisme de financement		
11 avril 2005	Dossier de consultation en vue du recrutement d'un bureau d'études pour la formation des partenaires		

5 septembre 2004	Programme d'accompagnement des infrastructures et équipements : formation des comités de gestion et des auxiliaires de santé.		Ce dossier a fait l'objet d'échanges avec la Banque lors de la mission du Projet à Tunis. Une autre lettre de clarifications a été introduite en date du 12 janvier 2005.
4 novembre 2004	Dossier d'évaluation du lot 1 relatif aux matériels pédagogiques	3 décembre 2004 : Propositions d'attribution du marché non approuvées par la BAD.	

Revoir la date 3 décembre

<u>Date de transmission</u>	<u>Nature du dossier</u>	<u>Réponse de la BAD</u>	<u>Observations</u>
12 janvier 2005	Requête pour l'acquisition par entente directe avec la société NATHAN du matériel pédagogique et des 50 livres d'enfants et pour la relance partielle des autres fournitures des cases des tout petits		
20 janvier 2005	Relance de l'appel à la concurrence d'une partie du lot 1 des équipements concernant les cases des tout-petits (DAO et liste restreinte)		

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

71. . Afin d'assurer une meilleure exécution du projet et respecter le délai imparti, il est recommandé :

Au Gouvernement de :

i)

Au Bureau de projet de :

A l'AGETIP de :

A la Banque de :

i) Diligenter le traitement des dossiers soumis par le Projet

Fait à Dakar le 24 mai 2005.

Pour le Gouvernement

M. Daouda DIOP
Directeur de la Coopération
Economique et Financière
Ministère de l'Economie et des Finances

Pour la Banque africaine de développement

Monsieur Ibrahim SANOGO
Expert en Santé
Département du Développement
Social, Région Centre & Ouest

Projet de Programme de Travail
Mission de supervision de la BAD du
15-24 Mai 2005

DATES	HEURES	ACTIVITES	PARTICIPANTS
Dimanche 15 Mai 2005		Arrivée de la mission à Dakar	
Lundi 16 Mai 2005		Séance de travail à la CAS/PNDS Projets Santé 1 et 2	Membres de la mission et coordination Projets
Mardi 17 Mai 2005	09H -11H	Réunion de prise de contact à la DCEF avec les responsables des Projets Sociaux (Santé et Pauvreté)	DS-DRH-DAGE-CAS/PNDS/MSPM-UNICEF-Mission BAD DDI-DCEF/MEF
	15H -18H	Séance de travail avec les Projets Santé dans la salle de réunion de la CAS/PNDS	CAS/PNDS-DAGE-DSR-DRH-Expert Biomédical-DIEM-AGETIP-UNICEF-CGO-ACDEV-Engender Health-DCEF-DDI/MEF-BAD
Mercredi 18 Mai 2005	07H -18H	Visite de sites : Région de Kaolack : Centre de Santé de Kaffrine, Centre de santé de Koungheul et deux Postes de santé (Arafat-Khourdan)	CAS/PNDS-UNICEF-DSR AGETIP-DEM-DAGE-RM KAOLACK-DISTRICT SANITAIRE KAFFRINE - BAD
Jeudi 19 Mai 2005	09H -12H	Visite de courtoisie au Gouverneur Visite de sites PLCP Région de Diourbel Visite Réalisations PLCP : <ul style="list-style-type: none"> • CR Keur Samba Kane :Case Foyer • Gouye Dock : 1 Ouvrage Hydraulique – 1 Case des Tout Petits – 1 Moulin à Mil – 1 Batteuse – 1 CLEC – Classe Alpha • C. R. Toky Gare Khayokh : Case de santé 	
	15H -18H		
Vendredi 20 Mai 2005	09H -12H	Séance de travail avec le PLCP	
	15H -18H		
Samedi 21 Mai 2005	09H -12H	Séance de travail à l'Hôtel	
	15H -18H		
Dimanche 22 Mai 2005	09H -12H	Séance de travail à l'Hôtel	
	15H -18H		
Lundi 23 Mai 2005	09H -12H	Séance de travail Projets Santé et PLCP à l'AGETIP	CAS/PNDS-DAGE-BAD-AGETIP-PLCP
	15H -18H	Séance de travail Projets Santé à UNICEF	CAS/PNDS-DAGE-BAD-UNICEF
Mardi 24 Mai 2005	09H -18H	Audience MFEDS- Audience MSPM Rédaction Aides mémoires	BAD-Coordinations Projets
Mercredi 25 Mai 2005	09H -12H 30	Séance de travail CGO/HALD	CAS/PNDS-DAGE-UNICEF-BAD-DSR
	15H -18H	Séances de travail DS-DRH-DAGE	DS-DRH-DAGE-CAS/PNDS/MSPM-BAD
Jeudi 26 Mai 2005	09H-18H	Finalisation Aides mémoires	BAD-Coordination Projets
Vendredi 27 Mai 2005	09H-12H	Réunion de synthèse DCEF et Signature Aides mémoires	DS-DRH-DAGE-CAS/PNDS/MSPM-PLCP-UNICEF-Mission BAD- DDI-DCEF/MEF